

Commercialisme militaire sans éthique et sans Frontières¹

PAR CHRISTIAN DIETRICH

Abstract

The deployment of troops from the defence forces of Angola, Uganda, Rwanda and Zimbabwe in the Democratic Republic of Congo (DRC) marks an increasing utilisation of national militaries as tools for private financial gain by the political élite in these countries. Corporate-military business ventures in neighbouring countries have been created for the financial benefit of military officers and other cronies of state leaders, rendering the military apparatus a commercial asset. This new trend of privatising state security can be termed *military commercialism* whereby military mandates have been altered to suit the financial criteria of generals and their politician business partners. The use of the military to grease the wheels of patronage systems may adversely affect the military institution by blurring entry and exit strategies, altering civil-military relations, and debasing state structures. With so much hope placed upon «African responses to African crises» through African peacekeeping, few analysts have fully recognised the precedent being set on the continent by national militaries engaging in significant entrepreneurial activity. Ironically, these developments are reminiscent of the corporate-mercenary transactions of groups like Sandline International that created so much public and academic concern over weak states succumbing to foreign commercial interests. While the commercialisation of military deployments is not a universal trend in Africa, this article will survey emerging instances of such activity and analyse their potential consequences.

1. INTRODUCTION

La guerre en République démocratique du Congo (RDC) implique plusieurs pays voisins de la région, alliés ou opposés au régime de Kinshasa, dans des hostilités militaires à grande échelle. Des Etats voisins plus puissants se sont trouvés engouffrés dans le conflit au sein de la nation congolaise en faillite pour des raisons apparemment liées à leurs propres préoccupations sécuritaires. Le Rwanda et l'Ouganda ont justifié leurs attaques comme moyen de priver les insurgés de leurs bases arrières dans l'est de la RDC. Parallèlement, l'Angola a justifié son appui militaire à Kinshasa pour isoler encore davantage l'UNITA de ses bases arrières et pour protéger l'enclave pétrolière de Cabinda sur le golfe de Guinée. Le Zimbabwe, quant à lui, a évoqué le pacte commun de sécurité des membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Ces arguments sécuritaires ont été

¹ Une version précédente de ce document a été publiée sous le titre «The Commercialisation of Military Deployment in Africa», *African Security Review*, Vol.9, N°1, 2000, Pretoria, Institute for Security Studies, www.iss.co.za.

acceptés par des membres influents de la communauté internationale lorsque, en août 1998, le Rwanda a déclenché la guerre par une attaque aérienne près de Kinshasa, attaque qui a rapidement entraîné une riposte militaire des derniers alliés de Kabila. Par après, l'utilisation des régimes rebelles comme «marionnettes» par le Rwanda et l'Ouganda, faisant suite aux premiers démentis de Kampala et de Kigali à propos de leur implication militaire en RDC, n'a pas conduit à leur condamnation par les bailleurs de fonds étrangers. Le gouvernement de Kigali était devenu un allié de Washington et avait apparemment reçu l'aval de celui-ci pour toute activité militaire destinée à contrer les *interahamwe* prétendument omniprésents dans la région et les anciens génocidaires; et ce, d'autant plus que la communauté internationale s'était avérée incapable d'empêcher le génocide de 1994. En ce qui concerne l'Ouganda, l'Occident le voit comme une démocratie stable et comme un modèle possible du développement africain, ainsi qu'un collaborateur des nations occidentales anglophones qui soutiennent les rebelles du SPLA (*Sudan People's Liberation Army*) de John Garang contre le régime de Khartoum. Cependant, trois ans plus tard, derrière la façade des préoccupations sécuritaires, s'est fait jour un début d'exploitation des ressources du Congo rendue possible grâce au déploiement militaire. Plusieurs aspects de la guerre actuelle peuvent se réduire à des manoeuvres de positionnement des armées des pays envahisseurs pour exploiter les ressources minières du Congo. Enfin, quant aux forces d'occupation de la Namibie et du Zimbabwe, elles se sont vues directement attribuer des mines par le pouvoir de Kinshasa. Le discours officiel reconnaît le rôle du mercantilisme dans le conflit du Congo –avec un débat portant sur la proportion du commercial par rapport aux préoccupations sécuritaires– mais peu d'analystes reconnaissent une évolution vers une activité militaire transfrontalière de prédation en Afrique.

Les activités financières des armées d'occupation en RDC, grâce au pillage des ressources naturelles, représentent un nouveau type de guerre menée au Congo, celle qui marque une transition vers le *commercialisme militaire*. A la différence du commerce militarisé grâce auquel les intérêts financiers sont accrus par une activité militaire (ainsi, les soldats travaillant sous contrat pour les intérêts miniers afin de mettre en échec des forces rebelles et monopoliser les ressources en minerais des petits seigneurs locaux), le commercialisme militaire fait référence à la forte influence de considérations entrepreneuriales comme composante clé d'un déploiement des armées nationales impliquées dans les opérations militaires. De nombreux exemples d'entreprises commerciales soutenues par l'Etat et reprises par les armées étrangères déployées au Congo, montrent qu'un Etat en faillite offre des avantages financiers significatifs à l'élite politique et militaire des pays limitrophes. Ces ressources ne peuvent être commercialisées qu'au profit des

«amis» d'un souverain voisin et à des réseaux directs de clientèle, par le biais d'une activité militaire sur un territoire au sous-sol riche en minerais. Et ces opérations ne peuvent être légitimées que grâce à la complicité du gouvernement du Congo ou des forces rebelles. En outre, l'évolution qui se révèle ici en RDC est enracinée, en théorie, dans les altérations subies de façon universelle par l'éthos militaire, et, concrètement, dans l'exploitation de la guerre intérieure pratiquée par plusieurs armées africaines en vue d'un profit commercial.

La participation militaire à une série d'activités commerciales intérieures officielles et officieuses a augmenté dans la cuvette de l'Afrique depuis l'indépendance. Et cela va de la corruption et des barrages routiers aux dictatures militaires ayant en mains toute l'économie formelle. Comme nous l'illustrerons ci-dessous, l'orientation toujours plus commerciale des organisations militaires en Afrique, soit par une tactique de survie, soit par l'occupationalisme ou le commercialisme institutionnalisés, n'est pas un phénomène isolé, bien que l'ampleur du commercialisme militaire externe lié à un vaste déploiement de troupes ait un caractère radicalement neuf. Les liens financiers privés, légaux et illicites, entre les chefs d'Etat à la fois dans les pays développés et les pays en voie de développement, ne sont pas nouveaux, mais la façon éhontée dont les voisins peu démocratiques du Congo ont agi sur ces accords financiers n'avait jamais été si explicitement manifestée en Afrique post-coloniale.

2. OCCUPATIONALISME MILITAIRE INSTITUTIONNEL

La théorie et la pratique anglosaxonnes dominantes concernant les relations civilo-militaires démontrent une nette divergence entre l'institution militaire, l'arène politique et l'économie. Néanmoins, la tendance quasi-universelle à l'occupationalisme militaire —par opposition à l'orientation institutionnelle précédente— fournit un modèle théorique au commercialisme militaire en Afrique. La philosophie traditionnelle de l'activité militaire comme étant plus que «juste un travail» a été partiellement remplacée par une perspective corporatiste, forçant les jeunes recrues des pays tels que les Etats-Unis à commercialiser le service militaire à un tel point qu'il est devenu la formation idéale pour un emploi ultérieur². Et même, certains soldats américains de métier participent au travail au noir dans les industries du secteur privé, telles que le déménagement des sociétés, pour améliorer des

²Voir MOSKOS, C., WOOD, F. (Eds), *The Military: More than just a job?*, Pergamon Brassey's, Washington DC, 1988.

salaires comparativement plus faibles³. Bien que le travail au noir ne soit pas très répandu, l'orientation toujours plus «occupationaliste» au sein des forces armées a mené la direction à davantage de tolérance vis-à-vis d'une tendance plus corporatiste. L'occupationalisme militaire n'est pas directement lié au commercialisme militaire, mais il est une des facettes de la même tendance théorique puisque «une profession est légitimée en termes de marché»⁴. En outre, les Etats-Unis tendraient vers l'adoption d'un paradigme plus corporatiste pour l'ensemble du complexe militaro-industriel: selon un fonctionnaire militaire américain du bureau de développement d'entreprises de la base aéronavale de Patuxent River, «*plutôt que de refiler de la technologie à l'industrie privée, ces projets [l'utilisation du radar sur les avions de la marine pour les projets agricoles] mettent les militaires en concurrence directe avec elle*»⁵. Alors que le déploiement de troupes américaines à l'étranger ne peut être comparé aux projets entrepreneuriaux, «*en réclamant le remboursement de six milliards de dollars du Koweït pour les services rendus pendant la guerre du Golfe, ce qui était du ressort du militaire a été dans une certaine mesure utilisé à des fins mercantiles*»⁶. On ne peut que se demander comment les militaires africains, formés par les soldats américains grâce à l'Initiative de réponse aux crises africaines, interprètent ce type d'attitudes.

Les pays qui ont une culture civilo-militaire plutôt hispanique envisagent, en théorie, un lien plus étroit entre l'économie militaire et l'économie nationale. Les traditions militaires hispaniques en Amérique centrale et du sud encouragent l'entrée des forces armées dans des engagements internes significatifs et dans le corps politique. Le lien ci-dessus a été renforcé par un rôle national réduit et par la diminution des budgets attribués aux militaires latino-américains après la guerre froide. Comme les économies faibles ne peuvent pas s'offrir des secteurs improductifs, les institutions militaires dans la région ont été contraintes de devenir «des établissements productifs», une notion qui n'était déjà que trop compatible avec les officiers⁷. La survie dans un contexte de réduction des finances est alors devenue l'équivalent d'un sens entrepreneurial aigu, lequel était souvent soutenu par le gouvernement. Au Honduras, par exemple, l'Institut de pension militaire (IPM) a constitué un lien essentiel entre l'effectif militaire et

³ Une société de déménagement qui opère dans la région de Washington D.C. recrute du personnel de l'armée américaine de Fort Meyer à Arlington, Virginie. Communication d'une source non spécifiée.

⁴ MALAN, M., *Civilian Supremacy over the military: Guidelines for embryonic democracies*, thèse de science politique de l'université de Stellenbosch, 1994, p.73, cité dans MOSKOS, C., WOOD, F., *op. cit.*

⁵ VOGEL, S., «Petagon Recruits New Business», *Washington Post*, le 8 août 1998.

⁶ SINGER, P., Kennedy School of Government, Harvard University, thèse 2001.

⁷ BRENES, A., CASAS, K., (Eds), *soldiers as businessmen: The economic activities of Central America's militaries*, Arias et Cosude, San Jose, Costa Rica, 1998.

l'entreprise privée: l'IPM a acquis la société hondurienne de ciment (INCEHSA) en 1991, ce qui a permis à cette dernière d'obtenir le quasi-monopole des contrats de construction du gouvernement⁸. Un Institut de pension militaire semblable a été établi au Guatemala pour offrir la sécurité sociale à d'anciens soldats; et par la suite, l'Institut a eu les faveurs de l'Etat pour d'autres fonds de service social⁹. Au Nicaragua, les entrepreneurs militaires ont opéré une véritable ruée à grande échelle sur le secteur privé, et les entreprises étaient soit dirigées par des officiers retraités, soit la propriété des militaires eux-mêmes. Une liste incomplète de telles entreprises inclut entre autres une banque de prêt, des entrepôts, un supermarché, des céréales et produits végétariens, une société de produits métalliques, des magasins d'outillage, une entreprise de sylviculture,...¹⁰.

Un exemple des plus flagrants de commerce militaire institutionnalisé est celui de l'Armée de libération du peuple en Chine (ALP): celle-ci est devenue une entité commerciale à part entière. Historiquement, les armées chinoises ont participé au commerce de biens de subsistance tels que les produits de leurs propres cultures vivrières; mais *«ce n'est qu'au début des années 1980, après une réduction drastique par le gouvernement des dépenses de la défense et des fonds alloués au développement économique, que la subsistance s'est transformée en une grande affaire»*¹¹. Il n'y a peut-être pas plus de vingt ans que la participation de l'ALP dans les entreprises commerciales s'est accrue à ce point, mais actuellement l'armée *«... gère un réseau d'environ 20.000 sociétés et est impliquée dans pratiquement chaque secteur de l'économie chinoise»*¹². Le degré de commercialisme institutionnalisé a doublé la société ALP, et *«l'Armée de libération du peuple est ainsi devenue le dernier nom de marque en Chine»*, contribuant pour environ trois pour cent au produit intérieur brut de la Chine¹³. De tels projets commerciaux implantés par les militaires permettent à l'ALP, d'une part, de progresser sur le plan technologique et, d'autre part, de soutenir partiellement les coûts, en dotant également les officiers d'avantages financiers. Les bénéfices de l'activité commerciale de l'ALP permettent d'augmenter l'appareil militaire et offrent un niveau de vie confortable pour les généraux, ce qui provoque des problèmes de dépendance à l'égard des projets commerciaux¹⁴. L'ALP peut être définie en partie comme un commerce

⁸ *Ibidem*, p.6.

⁹ *Ibidem*, p.45.

¹⁰ *Ibidem*, p.109.

¹¹ CHEUNG, T., «Can PLA Inc. be tamed?», *Institutional Investor*, Vol.30, N°7, juillet 1996, www.imagazine.com.

¹² *Ibidem*.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ SMITH, C., «China: World Bank loans finance Chinese Army», *Washington Post Corporation*, le 1er novembre 1999.

sanctionné par l'Etat mais l'activité entrepreneuriale n'est pas une fonction essentielle et les «*considérations de sécurité nationale revêtent une importance primordiales*»¹⁵.

De la même façon qu'en Chine, en Afrique, des fonctions économiques secondaires peuvent être autorisées et institutionnalisées en Afrique par les gouvernements, afin de faire du complexe militaro-industriel un secteur plus productif de la bureaucratie d'Etat. L'Egypte a une économie étatique centralisée dans laquelle les militaires jouent un rôle significatif. En fait, c'est la synergie affaires-armée qui fait effectivement que le plus grand appareil militaire d'Afrique fonctionne en subventionnant efficacement le budget de la défense. Un autre exemple est l'armée tanzanienne: elle a créé «une division de production» au sein de la structure militaire. La Tanzanie a suivi la tradition socialiste selon laquelle les militaires ne sont pas une entité distincte du corps politique. Les tâches militaires dans l'Etat socialiste de l'ancien président Nyerere ont ainsi augmenté l'incorporation de la population civile sous le contrôle du gouvernement, grâce à des activités aussi diverses que la production d'armement et le travail avec des paysans dans des systèmes agraires parrainés par l'Etat. Cependant, la motivation principale de l'engagement commercial des forces armées dans un Etat socialiste tel que la Tanzanie était d'abord un manque de ressources dans la structure militaire et la propagande du gouvernement, identifiant à un plus grand bien la participation militaire dans l'économie intérieure.

La plupart des armées africaines existent dans des économies en faillite où les salaires d'Etat sont faibles avec parfois beaucoup d'arriérés, mais où les fonctions économiques secondaires ne sont pas explicitement autorisées par le gouvernement. Les soldats africains sont souvent forcés de travailler au noir afin de s'assurer un revenu, allant jusqu'à vendre leur équipement militaire ou leurs services, ou se livrant à l'extorsion des civils aux barrages routiers. En outre, la nature entrepreneuriale des troupes africaines démontre certaines caractéristiques de l'orientation de la carrière individuelle dans laquelle l'activité commerciale est finalement une tentative d'obtenir la sécurité sociale. Diriger une affaire «sur le côté» ou travailler au noir est souvent entrepris parce qu'étant un moyen d'obtenir un revenu lors de la pension, ce que le gouvernement ne peut pas assurer. Les activités «hors-carrière» deviennent ainsi la pierre d'angle de la vie des militaires, et cela jusqu'aux officiers, comme le montre l'exemple des troupes KENBATT (le bataillon du Kenya) engagées dans la force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie et qui, selon certaines informations reçues, vendent le diesel pour augmenter leurs maigres salaires¹⁶. Il faut noter que cette activité parallèle des

¹⁵ CHEUNG, T., *op. cit.*

¹⁶ Communication de Mark MALAN, Institute for Security Studies, Pretoria.

soldats des pays en développement prend souvent une forme plus sinistre dans les économies en faillite, où les groupes de soldats ressemblent à des bandes de voyous armés qui prennent aux civils ce qu'ils peuvent. Ce «travail au noir» peut aussi aller jusqu'à la constituer une activité hautement organisée de style mafieux, telle que l'insertion dans les circuits de vols de voitures.

L'exemple russe de l'activité entrepreneuriale au sein de l'effectif militaire démontre une grande divergence par rapport à l'ethos militaire communiste traditionnel. En raison de la crise financière persistante à Moscou, beaucoup de soldats russes de tous les grades sont forcés d'entrer dans des activités illégales, telles que le travail au noir dans le secteur privé de la sécurité, la vente de matériel militaire ou la contrebande de narcotiques pour compléter ou remplacer les salaires de l'Etat. Après la désintégration de l'Union soviétique, les militaires russes ont été privés de toute surveillance politique, et par la suite d'une partie importante de l'aide financière. Les stratégies de survie des membres de l'armée russe sont devenues de plus en plus clandestines, ressemblant peu à peu au crime organisé. Les ventes illicites d'armes ont commencé en Afghanistan et restent une source importante d'activité commerciale. La contrebande de drogues a également commencé pendant la guerre afghane, et les opérations se sont déplacées au Tadjikistan et dans les républiques de l'Asie centrale, avec le redéploiement militaire russe. Avant cela, la production et la contrebande de drogues restaient «à un niveau primitif» en Asie centrale parce que les syndicats locaux de drogues n'avaient pas les moyens d'exporter vers les marchés occidentaux; à l'inverse, les militaires russes pouvaient utiliser leur propre moyen de transport pour passer des drogues en Europe occidentale, via de nombreux points de contacts transfrontaliers¹⁷. En outre, beaucoup de vétérans de ces déploiements militaires ont cherché des opportunités commerciales dans la mafia russe car celle-ci est souvent perçue comme la dernière source de pouvoir dans la Fédération de Russie. Officiellement cependant, le commandement militaire russe ne ferme pas les yeux sur les activités criminelles dans les zones de guerre, en dépit de la fréquence de celles-ci que signalent certaines sources.

3. COMMERCIALISATION DE GUERRE EN AFRIQUE

La plupart des cas les plus flagrants d'opportunisme commercial par le biais d'un déploiement militaire se centrent autour des guerres en Sierra Leone et en République démocratique du Congo. Les soldats des pays voisins impliqués dans les combats ont également profité d'actions commerciales

¹⁷ NOVIKOV, E., *Drugs from Afghanistan and Central Asia and the War Chechnya*, Jamestown Prism, Jamestown Foundation, 26 janvier 1996.

www.amber.ucsf.edu/homes/ross/public_html/russia/_chech4txt, le 15 juin 2001.

rentables d'une ampleur considérable, allant de l'extorsion et du vol aux entreprises régulières et complexes. Les conflits dans ces pays ont impliqué un nombre impressionnant de forces locales et étrangères pendant plusieurs années, créant ainsi des partenariats enchevêtrés qui ont donné l'impulsion à des déploiements successifs de troupes et au pillage à outrance et manifeste des ressources. Les exemples de bénéfices commerciaux dus à la guerre ont ainsi autant en commun avec des partenariats, des alliances et des animosités entrelacés qu'ils en ont avec les tentatives pures et simples d'acquisition de ressources par des moyens illicites ou pour le moins douteux. Il reste difficile de faire une véritable distinction entre le pillage par des chefs de guerre et les activités marchandes formelles ou structurées qui dictent la stratégie militaire.

Les tendances mercantiles des militaires nigériens de tous grades ont été exprimées à l'extérieur par des déploiements au Liberia et en Sierra Leone pendant les années 1990 sous les auspices du groupe de contrôle (ECOMOG) de la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (ECOWAS). Avec le temps, une prédisposition entrepreneuriale institutionnalisée dans l'armée nigérienne, renforcée parmi les jeunes officiers par un commandement et un contrôle défaillants, a mené à un taux significatif de travail annexe à la fois au Liberia et en Sierra Leone. La participation dans «[...] *des projets miniers éclairés dans les régions prises*»¹⁸, les pillages, les services de taxi, la vente de marchandises volées à Freetown, etc., semblent s'être développés selon un processus croissant d'engagement commercial qui existait d'abord aux niveaux inférieurs de commandement. Le commercialisme militaire des troupes étrangères déployées en Sierra Leone est également illustré par l'aide que l'ancien seigneur de la guerre Charles Taylor, devenu depuis président, donnait au Front uni révolutionnaire (FUR). De nombreux exemples d'exploits commerciaux dus aux combattants de Taylor ont été rendus publics; l'écoulement des diamants du territoire dépendant du FUR via Monrovia a eu pour conséquence des sanctions des Nations unies envers le Liberia et il est clairement démontré par les seules statistiques: entre 1994 et 1998, le Liberia a exporté en moyenne pour six millions de carats de diamants par an vers la Belgique malgré une capacité minière annuelle moyenne de 100.000 à 150.000 carats. La Sierra Leone, avec quelques-uns des champs diamantifères les plus riches en Afrique, n'a exporté que 8.500 carats en 1998¹⁹. Il apparaît donc clairement que la majeure partie des diamants de

¹⁸ Communication du professeur William RENO, North-Western University.

¹⁹ SMILLIE, I., GBERIE, L., HAZLETON, R., *The heart of the matter: Sierra Leone, diamonds and human security*, Partnership Africa Canada, janvier 2000; www.web.net/pac/pacnet-1. Les chiffres cités dans le rapport ne tiennent cependant pas compte du nombre important de diamants russes faussement déclarés en Belgique comme venant du Liberia. Inversement, ce ne sont que des statistiques du commerce extérieur de la Belgique; les

Sierra Leone était exportée via le Liberia, au bénéfice financier supposé de Charles Taylor et de ses amis.

A la différence de Taylor qui ressemble à un seigneur de la guerre doublé d'un gangster, bien qu'il soit à la tête d'un Etat souverain, et des exemples d'activités commerciales du Nigéria pendant le déploiement en Afrique de l'ouest, l'armée nationale d'Angola –les Forces armées angolaises (FAA)– fournit un exemple concret de l'interface entre l'institutionnalisme commercial et le commercialisme militaire intérieur organisé par déploiement de troupes. Un certain nombre d'officiers des FAA ont incorporé des activités mercantiles dans leur stratégie en temps de guerre, principalement dans les années 1990, pour exploiter le terrain commercial instable et périlleux des champs diamantifères angolais –bien que cela ait eu lieu en même temps que de véritables stratégies militaires pour contrer les rebelles. L'élite des FAA a profité de l'état ambigu de «pas de guerre, pas de paix» après le cessez-le-feu de 1994 pour commercialiser des diamants extraits de façon artisanale, pour prendre possession du marché de la sécurité privée et pour passer des contrats formels avec des sociétés minières étrangères qui ne pouvaient pas opérer sans hommes de mains locaux.

La nature organisée de la participation des officiers des FAA dans des projets miniers formels indique un lien entre le commercialisme militaire institutionnel dans un contexte intérieur et les activités mercantiles externes en RDC menées par les militaires du Rwanda, de l'Ouganda, de la Namibie et du Zimbabwe. L'usage abusif de l'état de guerre par les FAA à des fins financières privées via des sociétés minières et de sécurité patentées n'est pas tout à fait sanctionné par les autorités civiles à Luanda, qui ont souvent cherché à s'imposer par le truchement de chefs militaires rebelles. Inversement, les activités commerciales des officiers militaires des Etats voisins déployés en RDC sont promues et organisées pour servir les intérêts des maîtres de ces Etats. Les cas d'activités mercantiles où sont concernés le Rwanda, l'Ouganda, la Namibie et le Zimbabwe, qui ne peuvent être considérés comme de véritables démocraties, laissent penser que les entreprises commerciales sont devenues une considération principale à tous les niveaux de la planification stratégique. Les exemples précédemment cités de commercialisme intérieur et extérieur montrent l'activité entrepreneuriale comme *fonction complémentaire* à l'activité militaire, mais le commercialisme militaire dû au déploiement en RDC est étroitement associé au rôle central du clientélisme dans la société africaine. L'élite, qui cherche à conserver le pouvoir au moyen du clientélisme, utilise les entreprises externes,

diamants libériens sont aussi allés aux Etats-Unis, en Israël, en Afrique du Sud et vers de nombreuses nations d'Afrique occidentale.

créées grâce au déploiement des troupes, comme une des multiples aides financières au régime intérieur.

La réduction de l'aide étrangère aux gouvernements corrompus et antidémocratiques dans les années 1990, ainsi que les demandes simultanées de libéralisation économique et politique, ont mis le patrimonialisme africain à rude épreuve. Cela a accéléré l'implosion des Etats faibles puisque les chefs ne pouvaient plus entretenir les réseaux de leurs amis et clients, ce qui a donné lieu à des luttes entre chefs militaires et à l'effondrement final de l'Etat. Les Etats plus forts ont été soumis à des tensions semblables à cause de la chute des systèmes de protection quasi-féodaux de patronage et du manque croissant de sécurité intérieure, tout ceci aggravé par un afflux de réfugiés et d'armes de petit calibre depuis les Etats voisins déchus. Les chefs africains se voient ainsi forcés de rechercher des finances de patronage par des méthodes de plus en plus destructrices. La redistribution des terres proposée par le Zimbabwe en 1998, par exemple, semble avoir été prévue «... pour fournir les moyens de développer le réseau de patronage du gouvernement et assurer la sécurité des alliés politiques hésitants»²⁰, plutôt que pour répondre aux besoins des paysans sans terre. Dans le même temps, la réforme agraire proposée était la façon la plus sûre de perdre encore plus sa crédibilité auprès des institutions internationales de prêt, des investisseurs et des gouvernements étrangers. Le président Mugabe a alors été contraint de chercher d'autres sources de revenus. La réforme foncière est également un problème pressant pour un des autres alliés de Kinshasa, la Namibie. Si les ressources intérieures n'existent pas ou ne peuvent pas être mobilisées de façon illicite à cause du contrôle minutieux de la communauté internationale, le comportement prédateur transfrontalier, dissimulé sous des préoccupations politiques et militaires légitimes, fournit des ressources alternatives. C'est ainsi que le Rwanda et l'Ouganda sont devenus des exportateurs notables de minerais du Congo oriental, minerais qui n'existent pas dans ces pays ou ne sont pas extraits en quantité suffisante, tels que les diamants, l'or et le coltan. L'extraction des ressources d'un pays tel que la RDC peut fournir des dividendes tangibles pour des voisins qui, grâce au déploiement de leurs forces armées, sont à même de contrôler et d'exploiter les entreprises minières auxquelles ils n'auraient pas accès par ailleurs.

Le commercialisme militaire apporte ainsi des ressources externes sous le contrôle du réseau patrimonial du pays envahisseur, ce qui permet à celui-ci une redistribution pour protéger le régime intérieur. Les militaires sont donc en partie utilisés comme outil redoutable pour maintenir de cette façon la pyramide patrimoniale. Les soldats assurent des bénéfices à l'Etat patrimonial,

²⁰ CORNWELL, R., «Zimbabwe: Mugabe's choice?», *African Security Review*, Vol.7, N°2, 1998, www.iss.co.za.

remplaçant les employés et constituant une «base industrielle» pour l'Etat sous-développé. C'est cette activité qui permet peut-être que se maintiennent en place des régimes comme celui de Museveni, de Kagame, de Mugabe et de Nujoma –sans parler de la sécurité dont jouit dos Santos grâce à la production angolaise de pétrole en mer. Malheureusement, les caisses officielles et la population civile de l'Etat envahisseur soutiennent la charge financière du déploiement de troupes à l'extérieur mais n'en bénéficient pas du tout, ce qui compromet encore plus l'avenir du développement économique national. La population civile de la RDC non seulement ne profite pas du commerce des armées étrangères occupant son territoire, mais supporte généralement le coût financier et humain le plus élevé du type d'industries extractives auxquelles ces dernières s'y livrent.

4. LA COMMERCIALISATION DU DEPLOIEMENT MILITAIRE AU CONGO

Les principaux acteurs externes en RDC, à l'exception de la Namibie, ont été impliqués militairement et commercialement dans la prise de pouvoir par Kabila en 1996 et 1997. Ces pays ne sont donc pas nouveaux au Congo, dans sa politique ou son économie minière. La RDC n'est pas un cas d'école du commercialisme militaire isolé, où des Etats prédateurs plus forts s'abattent sur un voisin plus faible sans apparent motif rationnel; la présence actuelle d'armées d'occupation étrangère se situe dans le contexte de questions restées sans réponse à propos de la prise de pouvoir de Kabila grâce à l'aide étrangère. Cependant, ces acteurs militaires externes ont accaparé purement et simplement les ressources du sous-sol, ce qui fait dire que l'objectif principal de la guerre au Congo est d'abord marchand, et ce malgré les protestations des parties en conflit. Plusieurs thèmes ont émergé avec la présence de ces armées étrangères, à savoir: des motivations stratégiques devenant indissociables de l'entreprise commerciale; la politique de subvention des coûts du déploiement militaire grâce au commerce; la participation patrimoniale incluant la parenté, comme récompense aux militaires; la valeur ajoutée sur les ressources naturelles brutes du Congo grâce aux économies nationales des pays étrangers; et la capacité des régimes alliés de Kinshasa ou de ses ennemis à jouer le rôle de courtiers pour les opérateurs internationaux. Un élément commun à tous ces thèmes est le cycle de l'autofinancement et de l'enrichissement personnel grâce auquel un souverain utilise son budget national pour déployer son armée en RDC et profite ainsi de l'accès aux bénéfices de l'extraction minière. Ces bénéfices sont alors introduits dans les réseaux patrimoniaux et financent ainsi le régime aux frais du développement de la nation.

4.1. Rwanda, Ouganda (et Burundi)

Le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont justifié leur attaque dans l'est de la RDC comme une action militaire d'auto-défense contre les rebelles cherchant à déstabiliser leurs pays. Ces groupes de rebelles, et certains de leurs appuis congolais, sont l'Armée de libération du Rwanda (AIR), l'*Allied Democratic Front* (ADF), les anciennes Forces armées rwandaises (FAR), les anciennes Forces armées zaïroises (FAZ), les *interahamwe*, les *mayi-mayi*, la *National Army for the Liberation of Uganda* (NALU), et les Forces pour la défense de la démocratie (FDD). Afin de combattre ces belligérants et cautionner les opérations militaires en RDC, le Rwanda et l'Ouganda ont soutenu leurs propres factions rebelles congolaises. Ces groupes, le Front de libération du Congo (FLC) soutenu par l'Ouganda, fusion du Mouvement pour la libération du Congo (MLC) et du Rassemblement congolais pour la démocratie–Mouvement de libération (RCD-ML), ainsi que le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma), soutenu par le Rwanda, sont montrés par Kigali et Kampala comme étant des mouvements légitimes et autosuffisants qui représentent la volonté du peuple congolais contre le régime de Kinshasa. En réalité, ces mouvements rebelles ne sont pas motivés par une quelconque idéologie mais sont plutôt gérés pour des raisons financières par les hommes forts liés auparavant à Kabila. Le FLC et le RCD-Goma tirent aussi la majorité de leur capacité militaire de l'*Uganda People's Defence Force* (UPDF) et de l'Armée patriotique rwandaise (APR). Ces groupes rebelles sont une couverture quasi juridique pour l'UPDF et la RPA dont le déploiement en RDC est basé en grande partie sur des critères commerciaux, particulièrement, mais pas exclusivement, après que la victoire par guerre ne pouvait plus être réalisée. Les considérations mercantiles par rapport aux arguments sécuritaires sont devenues particulièrement évidentes après les combats entre l'UPDF et l'APR pour le contrôle de Kisangani, et le commerce important de diamants dans cette ville, en 1999 et en 2000.

Selon le rapport récent des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC, le Rwanda et l'Ouganda ont profité des structures préexistantes de l'exploitation illégale dans l'est de la RDC. Dans le passé, en 1996 et 1997, le Rwanda et l'Ouganda ont fourni aux rebelles de Kabila, formant l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), un soutien militaire dans le but d'évincer Mobutu. Cet engagement militaire allait de pair avec l'opportunisme commercial destiné tant à subventionner la rébellion qu'à financer les patrons externes de Kigali et de Kampala, ce qui signifie que «*avant que la guerre d'août 1998 n'éclate, les Rwandais et les Ougandais (les officiers supérieurs et leurs associés) avaient une bonne connaissance du potentiel des ressources naturelles et de*

*leurs emplacements dans l'Est [de la RDC]»²¹. Le pillage à grande échelle par les armées d'invasion entre septembre 1998 et août 1999 a épuisé les réserves existantes des ressources dans les régions du déploiement, et a été suivi d'une phase d'exploitation systématique²². Le modèle de cette première phase de pillage, «quel que soit le pillard», est résumé par les Nations unies: «*Les soldats burundais, rwandais, ougandais et/ou de RDC, sous les ordres d'un officier, ont visité des exploitations agricoles, des stocks, des usines et des banques, et ont exigé que les directeurs ouvrent les coffres et les portes. Ils ont alors ordonné aux soldats d'enlever les produits appropriés et de les charger dans les véhicules*»²³. Bien que la phase de pillage ait servi d'écran aux activités d'extraction, ce n'est qu'après le pillage des produits de base facilement disponibles que «*l'exploitation a évolué vers une phase active*»²⁴. Ce qui est important dans une telle exploitation, c'est la complicité de Kampala et de Kigali dans l'utilisation des structures administratives pour nommer les gouverneurs régionaux et les autorités locales destinés à diriger l'exploitation régulière et massive des minéraux et d'autres produits de base²⁵. Selon certaines sources, ces activités impliquaient des membres de l'élite civile et militaire d'Ouganda et du Rwanda, ainsi que des «collaborateurs» congolais. Ces structures administratives, ainsi que la capacité militaire dominante de l'Ouganda et du Rwanda dans les principaux centres commerciaux de l'est et du nord de la RDC, ont permis aux deux pays d'exporter les produits de base qu'elles n'extrayaient pas, ou qu'elles n'exploitaient que très peu localement, tel que les diamants, le niobium et l'or.*

Cependant, le Rwanda et l'Ouganda ont une approche différente du pillage des ressources de la RDC. L'exploitation par l'Ouganda est effectuée «*principalement par les chefs supérieurs de l'armée, qui utilisent leur pouvoir sur les collaborateurs et certains responsables des mouvements rebelles*», ce qui «*est connu du pouvoir politique à Kampala*»²⁶ car plusieurs de ces responsables sont proches de Museveni. Les activités commerciales du Rwanda dans l'est du Congo sont plutôt organisées autour des activités de l'APR, qui a des liens étroits avec le gouvernement du FPR à Kigali et avec différentes banques et sociétés rwandaises d'exploitation des ressources gérées par l'élite civile et militaire. Cela a créé «*une structure pyramidale et*

²¹ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of th Congo*, le 12 avril 2001; www.un.org/News/dh/latest/drcongo.htm, le 17 avril 2001, paragraphe 26.

²² *Ibidem*, paragraphe 46.

²³ *Ibidem*, paragraphe 32.

²⁴ *Ibidem*, paragraphe 46.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ *Ibidem*, paragraphe 85.

intégrée» qui, grâce à une «*discipline stricte*» dans tout le système, a permis un pillage «*plus systématique, efficace et organisé*»²⁷ du Congo.

Les activités commerciales de l'Ouganda au Congo tournent autour de certaines personnalités clés, parmi lesquelles nous retrouvons le général (à la retraite) Khaleb Akandwanaho –alias Salem Saleh– et le général James Kazini. Salim Saleh est le frère du président Museveni et «*il tire les ficelles d'activités illégales dans les régions contrôlées par l'Ouganda et ses alliés. James Kazini est son bras droit*»²⁸. Il semble que Saleh, qui était dans le passé le conseiller militaire de Museveni, soit derrière les sociétés ougandaises Victoria Group et Trinity qui achètent des diamants, de l'or, du café et du bois²⁹. La participation de Saleh dans des marchés de l'or a été révélée après un accident d'avion dans les montagnes du Ruwenzori en 1998 –parmi les morts se trouvait le lieutenant-colonel Jet Mwebaze, un «architecte de la stratégie militaire au Congo», ainsi que plusieurs marchands d'or employés par l'entreprise israélienne Efforte Corporation, dont Saleh était un actionnaire³⁰. Les transactions commerciales de Saleh avec Mwebaze l'ont également lié au général Kazini, qui n'était autre que le frère de Jet Mwebaze et le cousin de la femme de Museveni³¹. Les connexions commerciales et militaires de Salim Saleh et de sa famille, et celles entre la présidence et l'UPDF, sont un exemple d'associations personnelles qui sous-tendent souvent le commercialisme militaire. Le général Kazini, qui est l'ancien chef d'état-major de l'UPDF et l'ancien responsable du déploiement en RDC, a été accusé par les Nations unies de nombreux actes de pillage en RDC. Selon le panel des Nations unies, il a été impliqué dans des activités telles que le pillage direct et la mise en place de collaborateurs locaux pour faciliter l'extraction des ressources au bénéfice de l'Etat ougandais: «*Il est le maître dans le domaine; l'orchestrateur, l'organisateur et le dirigeant de la plupart des activités illégales liées à la présence de l'UPDF dans le Nord et le Nord-Est [de la RDC]*»³². Kazini a également été le commandant de la Quatrième Division de l'UPDF dans le nord de l'Ouganda pour combattre la *Lord's Resistance Army* (LRA), un conflit qui «*est devenu une affaire plus rentable que la paix. Ils [le gouvernement et la LRA] ont ainsi développé un intérêt pour le maintien de la guerre et son extension à d'autres régions, telles que le Rwanda et le Zaïre*»³³.

²⁷ *Ibidem*, paragraphe 86.

²⁸ *Ibidem*, paragraphe 88.

²⁹ *Ibidem*, paragraphe 88.

³⁰ «Uganda's Congolese treasure trove», *New African*, mai 1999, www.africasia.com.

³¹ «Congo wealth lures Africa's power-players», *The Independent*, le 31 octobre 1998. www.newline.dialog.com, le 25 novembre 1999.

³² UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts ...*, op. cit., paragraphe 89.

³³ HOWE, H., «African Private Security», *Accord Conflict Trends Magazine*, juin 2000; www.accord.org.za, le 9 mai 2001, selon Heike Behrend à l'université de Cologne.

Kigali adopte une approche beaucoup plus englobante pour contrôler le pillage du Congo. A la différence de l'Ouganda, où les liens de parenté entre le souverain et l'UPDF aident quelques personnalités clés à accumuler des richesses pour le régime, la présence commerciale du Rwanda dans l'est du Congo a abouti à définir toute la stratégie militaire de Kigali. Le secteur militaire et le gouvernement travaillent donc étroitement ensemble pour mener une exploitation organisée et systématique. L'External Security Organization (renseignements militaires), par exemple, a établi un «Bureau Congo» qui, d'après certaines sources, reçoit de l'argent directement des commerçants de diamants³⁴. L'armée rwandaise est devenue le représentant commercial du FPR au Congo par le biais de plusieurs sociétés, parmi lesquelles on retrouve *Tristar*, *Rwanda Metals* et *Grands Lacs Metals*³⁵. *Rwanda Metals* et *Grands Lacs Metals* sont tous les deux actifs sur le marché du coltan et ont permis à l'APR de gagner au moins 250 millions de dollars US sur une période de 18 mois; ces finances «fournissent ainsi l'environnement adéquat pour poursuivre l'exploitation»³⁶. L'APR a également utilisé, semble-t-il, la main-d'oeuvre prisonnière pour les mines de coltan dans l'est du Congo; le coltan est alors, selon certaines informations, évacué par hélicoptère –une allégation que le FPR nie. D'autres rapports indiquent que certains éléments de l'APR et des *interahamwe* maintiennent des relations symbiotiques pour l'extraction et la commercialisation du coltan. Selon un marchand de niobium à Goma, les acheteurs doivent payer une taxe en coltan aux soldats rwandais lorsqu'ils achètent à des *interahamwe*³⁷, une situation identique à celle des relations entre certains officiers des FAA et de l'UNITA en Angola.

4.2. Zimbabwe et Namibie

Les activités militaires précédentes du Zimbabwe au Mozambique, le rôle d'Harare dans la première guerre du Congo en 1996/1997, les questions intérieures concernant la rémunération des vétérans de guerre et la crise de devises étrangères sont différents éléments qui permettent de situer dans le contexte le rôle actuel de la *Zimbabwe Defence Force* (ZDF) en RDC. L'intervention du Zimbabwe au Mozambique de 1985 à 1993 a principalement visé à protéger les routes du commerce contre le RENAMO³⁸. Le déploiement militaire a représenté un grand gouffre dans l'économie

³⁴ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts...*, *op. cit.*, paragraphe 126.

³⁵ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts...*, *op. cit.*, paragraphe 129.

³⁶ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts...*, *op. cit.*, paragraphe 130.

³⁷ Communication personnelle avec un commerçant de niobium à Goma, RDC, avril 2001.

³⁸ NYAMBUYA, M., «National Defence: The experience of Zimbabwe Defence Force», *African Security Review*, Vol.5, N°3, 1996, www.iss.co.za, le 26 novembre 1999.

zimbabwéenne, dilapidant au moins 70% du budget de la Défense au cours de ces huit dernières années, mais la ZDF n'a pas participé à des activités commerciales parallèles³⁹. Quand celle-ci s'est retirée du Mozambique, les sociétés sud-africaines sont entrées dans les régions pacifiées parce que les Zimbabwéens n'y avaient pas entrepris de projets commerciaux substantiels. Cette occasion manquée au Mozambique, ainsi qu'une lutte avec l'Afrique du Sud pour l'hégémonie régionale et l'influence commerciale, permettent peut-être d'expliquer l'origine des activités mercantiles formelles et organisées en RDC, grâce au déploiement militaire depuis 1998. En outre, le Zimbabwe avait aidé Kabila avant l'éviction du régime de Mobutu, semble-t-il par une aide financière et militaire de 5 millions de dollars US, et avec une entreprise commerciale de 53 millions de dollars US qui avait été conclue entre les industries de Défense du Zimbabwe (ZDI) et Kabila pour l'approvisionnement en équipement et produits de base militaires –cela, immédiatement avant la chute de Kinshasa⁴⁰.

La situation financière difficile de Mugabe et les tensions intérieures liées aux rentes se mêlent aux problèmes militaires (à savoir plus particulièrement la question des vétérans de la guerre d'indépendance du Zimbabwe). Les bénéfices financiers de la redistribution des terres ou les paiements du Fonds de compensation aux victimes de la guerre –créé en 1980 pour dédommager les civils et les anciens combattants impliqués dans la lutte pour l'indépendance– ne sont pas parvenus aux bénéficiaires, à cause des structures clientélistes du gouvernement. Le Fonds de compensation aux victimes de guerre a été infesté par la fraude: en effet, les *«les mensonges à propos de blessures de la guerre de libération du Zimbabwe sont une manière populaire de faire fortune au sein de l'élite de pays»*. Ceci s'est particulièrement vérifié au cours de la dernière décennie où le Fonds a réparti au total plus de 100 millions de dollars US⁴¹. Un tel pillage des finances du pays par l'élite dominante n'a pas permis qu'il y ait suffisamment de ressources pour les anciens combattants moins favorisés; un grand nombre de ces derniers se sont tournés alors vers le pillage, le vol et le meurtre, ou bien les saisies d'exploitation agricole et les attaques à mains armées contre les membres des partis politiques d'opposition. L'ancien chef de l'Association des vétérans de guerre, Chenjerai Hunzvi récemment décédé, est descendu dans les rues en 1997 pour protester violemment contre l'incapacité du

³⁹ BAYNHAM, S., «Zimbabwe: Pax African», *African Security Review*, Vol.4, N°3, www.iss.co.za, le 26 novembre 1999.

⁴⁰ «Zimbabwe's Military Connections», *Zimbabwe today*, www.zimtoday.com/issues/corruption22.html, le 12 mai 2001.

⁴¹ RAATH, J., «Zimbabwe elite polish their stumps», *Electronic Mail and Guardian*, Johannesburg, le 1er septembre 1997; www.mg.co.za/mg/news/97sep1/βep-zimbabwe.html, le 20 mai 2001.

gouvernement de fournir des pensions pour les vétérans de guerre. Mugabe a finalement cédé aux exigences de ceux-ci, par l'octroi de finances qui n'étaient pas dans le Trésor et qui devaient être payées à partir de janvier 1998⁴². Hunzvi avait efficacement politisé en 1997 les dizaines de milliers de vétérans de guerre qui avaient menacé de s'opposer au gouvernement, et forcé ainsi la suppression de cette menace par les largesses de ce dernier: «*A partir de là, une relation efficace avait été établie. Les vétérans de guerre ont obtenu reconnaissance et argent, et M. Mugabe a obtenu que l'armée privée, qui était le fer de lance de la campagne de la ZANU-PF, s'accroche au pouvoir*»⁴³. Ces vétérans de guerre ont joué un rôle instrumental dans la réforme agraire forcée au Zimbabwe, soutenus par le gouvernement du pays pour solidifier l'appui à la ZANU-PF et «racialiser» la politique. Cette façon d'acheter des adversaires potentiels est, néanmoins, une procédure financièrement ruineuse pour un Etat déjà appauvri, et les paiements promis aux vétérans de guerre au début de 1998 ont causé, en partie, la chute du dollar zimbabwéen et l'accélération de la faillite économique nationale⁴⁴.

La crise monétaire du Zimbabwe et des devises étrangères a créé un cycle de dépendance par rapport aux ressources extérieures obtenues grâce au déploiement militaire; les coûts de ce déploiement (estimé à au moins trois millions de dollars par mois) aggravent encore la situation financière difficile de Mugabe. Les difficultés économiques intérieures laissent aux «patrons» du gouvernement peu de possibilités de détourner des fonds au Zimbabwe, forçant un déploiement externe coûteux permettant d'acquérir des produits de base aux conditions favorables tant pour l'élite que pour le grand public. Le peu de marchandises à même d'être réquisitionnées sur place a mené le gouvernement à voler ce qu'il ne pouvait pas acheter: des problèmes ont surgi avec l'un des fournisseurs d'essence du Zimbabwe, Independent Petrol Group, après qu'on eut été signalé que «*le commandant des Forces de défense du Zimbabwe, le général Vitalis Zvinvashe, a ordonné la rupture des scellés et le pompage du combustible pour lequel le Zimbabwe n'avait pas payé*»⁴⁵. Les affectations budgétaires pour le déploiement au Congo ont réduit la viabilité commerciale de l'Etat zimbabwéen, rendant l'achat d'électricité en Afrique australe de plus en plus difficile et amenant des paiements de plus en plus en retard. Le Zimbabwe «*a, néanmoins, doublé ses importations d'électricité du*

⁴² «New champion for opposition», *New African*, décembre 1997; <http://ds.dial.pipex.com/icpubs/na/dec97/naaa1207.htm>, le 3 juin 2000.

⁴³ Mc GREAL, C., MELDRUM, A., «The man with a hold over Mugabe», *The Guardian* (GB), le 20 avril 2000; www.guardianunlimited.co.uk, le 3 juin 2001.

⁴⁴ SMITH, R., «Profile: War Veterans' leader "Hitler" Hunzvi», *BBC News Online*, 20 avril 2000; www.news.bbc.co.uk, le 3 juin 2001.

⁴⁵ «IPG sets tough terms on fuel», *The Zimbabwe Independent*, le 23 mars 2001; www.mdczimbabwe.com, le 20 mai 2001.

barrage hydroélectrique d'Inga en RDC –et a convaincu la RDC d'accepter les dollars zimbabwéens au lieu de devises étrangères pour le paiement»⁴⁶. De même, son secteur minier en piteux état a quelque peu rajeuni grâce aux minéraux congolais importés. Les mines de cuivre de Mhangura ont utilisé le cuivre arrivant de la RDC pour recommencer la fonte de façon rentable⁴⁷ – rendant alors possible une prise de bénéfices grâce à la valeur ajoutée créée par la fonte du minerai. Précisons que les importations au Zimbabwe des produits de base et de matières premières en provenance de la RDC nécessitent une infrastructure de transport régulier telle que les vols d'Air Zimbabwe et les trains du chemin de fer national.

Les activités économiques dont on parle le plus en RDC sont indissociablement liées à l'élite militaire et civile de Harare. La pyramide du système patrimonial du Zimbabwe se concentre de plus en plus sur les membres de l'élite compétitive en tant que successeurs possibles de Mugabe, mais ce thème ne sera pas analysé dans ce document. A la place, la notion abstraite de l'aptitude commerciale externe de l'élite de Harare sera largement exemplifiée. Le *Zimbabwean African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF), le parti au pouvoir au Zimbabwe, possède deux sociétés, *M & S Syndicate* et *Zidco Holdings* –et ce dernier a établi une compagnie bancaire à Kinshasa⁴⁸. Emmerson Mnangagwa, qui est le rapporteur du parlement zimbabwéen et le secrétaire administratif du ZANU-PF (contrôlant ainsi les budgets et les opérations financières du parti), était, selon certaines sources, l'instrument d'un marché substantiel de cobalt entre Kabila et la société *Billy Rautenbach's Ridgepoint International*⁴⁹. Le contrat était tout à fait inhabituel dans le sens où il transférait des actifs à Ridgepoint sans compensation pour l'exploitation congolaise de la parastatale Gécamines (Générale des carrières et des mines), en y incluant la production très rentable du Groupe Central. Le marché lucratif de Rautenbach avec la Gécamines a finalement échoué, mais la publication des négociations aboutissant au marché a fourni des preuves évidentes de l'intérêt financier de la ZANU-PF pour les ressources de la RDC. Mnangagwa «*a aussi introduit, selon les informations, une compagnie chinoise d'armement, deux sociétés de transport, un groupe bancaire et une compagnie d'électricité auprès de Laurent Kabila*»⁵⁰. L'introduction

⁴⁶«Zimbabwe is plundering DRC riches», *sapa-AFP*, www.dispatch.co.za, le 14 mars 2000 et le 12 mai 2001.

⁴⁷ «Zimbabwe capitalises on DR Congo war through Copper Deal» *Agence France Presse*, le 28 septembre 1999; www.newline.dialog.com, le 24 novembre 1999.

⁴⁸«Inside Zimbabwe Inc», *Helen Suzman Foundation, Focus* N°19, septembre 2000; www.hsf.org.za/focus19/focus19refozanu.html, le 12 mai 2001.

⁴⁹HERBERT, R., «Kabila mining deal seen as "payment" for Mugabe's forces», *The Sunday Independent*, le 8 novembre 1998.

⁵⁰ «Inside Zimbabwe Inc», *Helen Suzman Foundation, Focus* N°19, septembre 2000; www.hsf.org.za/focus19/focus19refozanu.html, le 12 mai 2001.

d'affaires commerciales par l'élite des voisins régionaux n'est pas un phénomène nouveau, bien que le fait qu'elle soit ici conjointe avec le déploiement militaire suppose qu'elle ne représente pas une pratique commerciale équitable.

Le rôle des chefs militaires du Zimbabwe dans l'opportunisme commercial est plus indicatif de l'opportunisme financier par la force, et met en lumière le rôle central des ressources minières dans la stratégie militaire. Le général Vitalis Zvinvashe, commandant de la ZDF, a, semble-t-il, accru de manière significative ses gains financiers grâce à des contrats entre Kabila et la ZDI: un des grands bénéficiaires privés du contrat de 50 millions de dollars US de fournitures à la ZDI pour l'armée de Kabila et la ZDF était la société de transport de Zvinvashe, *Zvinvashe Transport*, sous-traitée par une filiale, *Swift Investments*⁵¹. Apparemment, les bénéfices du frère du général, Augustin, ont également augmenté car il semble qu'on lui a attribué un marché de 10 millions de dollars zimbabwéens pour exporter des marchandises en RDC⁵². Ces arrangements commerciaux démontrent le positionnement central de Zvinvashe dans l'accroissement des dividendes financiers grâce à l'opportunisme commercial.

De telles activités économiques parallèles ne définissent cependant pas nécessairement la présence militaire du Zimbabwe au même degré que les projets miniers de diamants organisés par l'*Operation Sovereign Legitimacy* (Osleg) créée en 1998. L'Osleg et le *Comiex* (Générale de commerce d'import/export du Congo), une société congolaise liée aux amis de Kabila, ont créé, en 1999, une entreprise mixte d'échanges des pierres précieuses pour une valeur de plusieurs millions de dollars par mois. L'objectif affiché était de rendre le déploiement de la ZDF financièrement autosuffisant, diminuant ainsi la charge sur l'économie zimbabwéenne. Le ministre zimbabwéen de la défense Moven Mohachi a noté que «*[nous] avons vu cela comme une option noble. Au lieu que notre armée au Congo charge le trésor pour obtenir davantage de ressources, qui ne sont pas disponibles, elle s'embarque dans des projets viables pour produire les recettes nécessaires*»⁵³. En janvier 2000, le Cosleg est devenu la *Sengamines* pour extraire des diamants le long des rivières Mbuji Mayi et Senga Senga, sur une concession qui appartenait auparavant à la compagnie parastatale d'exploitation de diamants, la Société minière de Bakwanga (MIBA). Indépendamment des bénéfices de ces projets,

⁵¹ HARTNACK, M., «Private firm to aid Kabila's war», *Business Day*, le 27 septembre 1999.

⁵² VIRIRI, I., «ZDF chief in DRC mining ventures», *Africa News Service*, le 26 septembre 1999.

www.newslines.dialog.com, le 24 novembre 1999.

⁵³ BARBER, S., «Stars and Stripes – US finds diamond issue a hard stone to cut in Congo market», *Business Day*, le 13 octobre 1999, www.newslines.dialog.com, le 3 décembre 1999; citant le ministre zimbabwéen de la Défense, Moven Mahachi.

qui, selon les informations obtenues, ont été faibles⁵⁴, leur utilisation affichée pour autofinancer la ZDF suscite des inquiétudes car les motivations stratégiques deviennent indiscernables de l'auto-promotion de l'entreprise commerciale, en raison de l'intrication des objectifs militaires et des critères commerciaux. La différenciation entre la stratégie militaire zimbabwéenne et les intérêts commerciaux devient difficile lorsque l'on examine à qui appartient Osleg: le général Zvinvashe et Job Whabira, secrétaire permanent au ministère de Défense, ainsi que les chefs de deux compagnies minières parastatales. Une société privée établie pour financer l'engagement militaire et incorporer des chefs militaires dans la structure de propriété, encourage une modification de l'ethos militaire pour simuler une entreprise corporatiste. Selon cette «option noble», et en éliminant la question de la récompense financière personnelle, plus un corps militaire se bat et dépense des ressources, plus il doit acheter ou extraire des diamants pour couvrir les coûts croissants. L'expression «mission rampante» voit donc glisser sa signification pour correspondre à une situation où les préoccupations commerciales dictent les actions de l'appareil militaire d'Etat, en faisant du gain financier une fonction militaire de la chaîne entière de commandement, du haut en bas de la hiérarchie.

Le manque d'informations disponibles rend difficile de réduire l'incursion de la Namibie en RDC au seul commercialisme militaire. Le déploiement de la NDF est enveloppé de mystère parce que les journaux tels que *The Namibian* ont été découragés de donner des comptes rendus détaillés, et ce, pour des raisons de sécurité. Le déploiement de la Namibie est beaucoup moins évident en termes de troupes engagées et de dépenses financières que celui du Zimbabwe et, proportionnellement, la NDF a participé à moins d'activités commerciales –peut-être une simple fonction périphérique de la participation de la NDF à la guerre en RDC. A la différence du Zimbabwe, la Namibie a toujours nié toute participation dans l'exploitation des ressources en RDC, malgré de telles allégations dans les médias. Le gouvernement de Windhoek, néanmoins, a finalement révélé au début de l'année 2001 qu'il exploitait une mine de diamants à Muji Munene, Tshikapa, dans la province du Kasai occidental⁵⁵. La connexion entre la mine et le

⁵⁴Un commerçant de diamant qui a son siège à Anvers note que les diamants de *Sengamines* sont vendus par adjudication toutes les 5-6 semaines à Anvers, mais sont évalués bien en-dessous de 500.000 dollars US par session. Cela ne tient pas compte, bien sûr, des manipulations, par des opérateurs miniers, pour commercialiser séparément les diamants de qualité supérieure. Entrevue confidentielle, Anvers, le 5 juillet 2001.

⁵⁵Le gouvernement a toujours nié les allégations de fonctionnaires namibiens travaillant dans une mine de diamants en RDC, afin d'éviter des accusations d'intérêts mercantiles dans la guerre du Congo. Les accusations selon lesquelles Laurent Kabila aurait attribué au président Sam Nujoma une mine personnelle, ont été niées par le gouvernement SWAPO et ce n'est qu'en février 2001 que le gouvernement a finalement admis l'existence d'une mine à Tshikapa,

ministère namibien de la Défense suppose que le déploiement de troupes de Windhoek en RDC couvre de façon importante –et pourrait être définie par– les activités commerciales.

La mine est louée par le August 26 Holding Congo, une entreprise commune entre les gouvernements namibien et congolais et est enregistrée à Kinshasa. La société est une filiale de la compagnie *August 26 Holding* créée sous l'Acte de défense de Namibie de 1990 comme organisme parastatal du ministère de la Défense⁵⁶. Les membres du conseil d'administration d'*August 26*, basés en Namibie, sont l'inspecteur de police à la retraite le général Andiamo, le secrétaire permanent à la Défense Ngonga, le secrétaire permanent au Commerce et à l'Industrie Ndhishishi, le chef d'Etat-major de la NDF le général Shalli, le chef-adjoint de la Police namibienne Nghiishililwa, et l'homme d'affaires David Shimwino. Une autre filiale de la compagnie *August 26 Holding* est la *Windhoeker Maschinenfabrik* (WMF), créée en 1998 afin de produire des véhicules blindés pour le gouvernement namibien. Les directeurs de la WMF incluent le directeur de TransNamib Managing, Shipoh, le secrétaire permanent aux Mines Iita, Anna Nkale, Peter Dahl et Walter Hailwax⁵⁷ –Walter Hailwax est également nommé comme étant le consul honoraire belge à Windhoek⁵⁸. Le gouvernement namibien n'a pas fourni des informations plus complètes concernant le projet minier de Tshikapa, le ministre de la Défense Nghimtina parlant de «secret militaire» et de son impossibilité de faire des commentaires sur une société enregistrée en RDC⁵⁹. Le ministère de la Défense a encore dit que l'exploitation n'avait pas eu lieu dès le début de 2001 (contrairement à la prospection), bien que des droits de concession aient été attribués en 1999 et pour cinq ans⁶⁰.

4.3. Angola

A la différence de Harare et de Windhoek, le gouvernement du Mouvement populaire de libération d'Angola (MPLA) a réellement des

bien que la production de diamants, leur vente et les bénéfices retirés aient été un secret bien gardé. Le cabinet du Premier ministre a confirmé les déclarations du ministre namibien de l'Energie et des Mines, qui affirmait n'avoir jamais nié que le gouvernement namibien était propriétaire d'une mine –dénomination choisie– tandis que la participation personnelle de Nujoma a été réfutée. AMUPADHI, T., «Govt fesses up on DRC gem mine», *The Namibian*, le 23 février 2001; www.namibian.com, le 12 mars 2001.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ AMUPADHI, T., «Namibia unveils anti-mine vehicle», *The Namibian*, le 28 août 2000 et le 28 février 2001.

⁵⁸ AMUPADHI, T., «Defence Defends DRC Mine», *The Namibian*, le 28 février 2001; www.namibian.com.na, le 28 février 2001.

⁵⁹ HAMATA, M., «Govt 's got a secret», *The Namibian*, le 2 mars 2001, www.namibian.com.na, le 6 mars 2001.

⁶⁰ AMUPADHI, T., «Defence defends DRC Mine», *op cit*.

intérêts de sécurité nationale liés au dénouement de la guerre en RDC. Le MPLA a cherché à protéger l'enclave pétrolière de Cabinda et à isoler les bases arrières des rebelles (l'UNITA et les séparatistes de Cabinda, le FLCE). Luanda a aidé Laurent Kabila dans sa marche sur Kinshasa en 1996 et 1997, paradoxalement avec les armées de l'Ouganda et du Rwanda, pour évincer le plus fidèle défenseur de l'UNITA, Mobutu Sese Seko. Le soutien du président Lissouba de la République du Congo-Brazzaville à Savimbi, particulièrement après la chute de Mobutu, a mené l'armée nationale angolaise à intervenir de manière décisive dans les batailles entre les milices du pays fin 1997, donnant la victoire rapide à l'ancien dictateur Dennis Sassou-Nguesso. Les efforts pour réduire la capacité militaire régionale de l'UNITA sont également une bonne excuse pour influencer les événements dans les pays voisins grâce au déploiement de troupes.

L'éviction de Mobutu et de Lissouba laissait supposer qu'on ne laisserait plus à l'UNITA l'accès sans restriction aux armes et aux importations de produits de base, ainsi qu'aux voies d'exportation de diamants. Certaines voies importantes d'importation d'armes ont été changées mais l'accès des rebelles au marché international du diamant est resté, dans sa majeure partie, sans obstacles, et un grand nombre des mêmes réseaux de commerce sont demeurés en place –comme les circuits de contrebande de diamants par Luanda. Les relations entre Luanda et Kabila se sont considérablement refroidies, particulièrement après que Kabila ait favorisé Lissouba à Brazzaville, mais l'assaut raté de Kigali sur Kinshasa sans l'accord préalable de Luanda a enclenché une aide militaire directe à Kabila de la part des Forces armées angolaises. Lorsque les troupes rwandaises ont échoué dans leur tentative militaire de renverser Kabila en août 1998, elles ont, selon les informations, accepté leur retrait grâce à des garanties de l'UNITA. L'enclave pétrolière angolaise de Cabinda était à proximité de la première ligne de front de la deuxième guerre majeure du Congo et elle était une préoccupation financière sérieuse pour le gouvernement du MPLA. Le début de cette deuxième guerre a également coïncidé avec la détérioration finale des accords nationaux de paix de l'Angola, et avec la préparation de l'UNITA à une guerre classique.

Les activités commerciales de l'Angola en RDC restent difficiles à identifier. La seule activité signalée concerne la société nationale d'essence d'Angola, la *Sociedade Nacional de Combustiveis de Angola* (Sonangol), qui a conclu un accord de *joint-venture* avec le régime de Kinshasa, créant la Sonangol-Congo en octobre 1998. Ce projet représentait le troisième projet international de la Sonangol: les *joint-ventures* précédentes étaient celles avec le Portugal en 1994 et avec São Tomé en 1997. A la différence des deux cas précédents, où la Sonangol était l'actionnaire minoritaire, celle-ci est l'actionnaire majoritaire dans la Sonangol-Congo (60%), la RDC détenant les

40% restants (via la COMIEX)⁶¹ –ce qui démontre peut-être la position préminente de l'Angola dans la sauvegarde militaire du régime de Kabila dès 1998. La Sonangol-Congo avait comme objectif la prospection commune de pétrole avec le gouvernement congolais et le développement du marché intérieur de l'essence en RDC, avec la Sonangol en tant qu'un des principaux fournisseurs.

La Sonangol-Congo pourrait représenter les efforts de Luanda pour obtenir une participation majoritaire dans le secteur lucratif de l'essence en RDC sous le couvert de la coopération d'Etat à Etat. Les rumeurs persistent à propos d'un projet géoéconomique et géopolitique plus vaste de la part du MPLA, et qui se concentre sur le pétrole et les diamants. Le gouvernement angolais aurait fait pression sur Joseph Kabila pour le maintien du monopole du diamant en RDC, détenu jusque-là par Israël et récemment dissous, peut-être en raison des intérêts communs entre les responsables des monopoles basés à Kinshasa et à Luanda. On pourrait également interpréter cela comme l'intérêt de l'Angola à améliorer son propre monopole de diamants en décourageant un marché concurrentiel dans les pays voisins. Une autre source de richesse pourrait provenir de l'influence sur l'embouchure du fleuve Zaïre dans le golfe de Guinée par laquelle Kinshasa est approvisionnée. Etant donné l'intérêt de l'Angola pour Cabinda et les réserves de pétrole de la RDC le long de son rivage étroit, cette opération commerciale et stratégique pourrait faire partie de la stratégie militaire de l'Angola en RDC. Le MPLA est certainement dans une position assez forte pour démarrer des projets financiers considérables semblables à ceux des autres alliés de Kinshasa –un rôle qui pourrait être en partie réduit à cause de la concurrence avec le Zimbabwe.

Néanmoins, le MPLA ne s'est pas ouvertement concentré sur la compensation financière pour le déploiement de troupes en RDC, comme l'a fait le Zimbabwe, ainsi que la Namibie à un degré beaucoup moindre. Certains analystes ont noté que cela est dû à la richesse intérieure du MPLA grâce à la recette pétrolière, qui permet des dépenses militaires coûteuses, à la différence du Zimbabwe. La part de la recette pétrolière qui n'a pas disparu sur les comptes en banque privés étrangers de l'élite civile de Luanda doit, néanmoins, payer la campagne interne des FAA contre l'UNITA, y compris l'acquisition d'armes. Il semble donc peu probable que Luanda se soit abstenu de toute activité commerciale manifeste en RDC, parce que le MPLA est assez riche pour le faire. La prééminence des préoccupations de sécurité du MPLA vis-à-vis de l'UNITA doit également, et dans une certaine mesure, être remise en question: en effet, sans la menace de Savimbi, l'élite dominante de l'Angola devrait transformer son oligarchie clientéliste en «gouvernement réel» qui organise des élections, subvient aux besoins des civils et offre un

⁶¹ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts...*, *op cit.*, paragraphe 171.

certain degré de transparence et de responsabilité –choses que la guerre ininterrompue a reportées indéfiniment. A la place, Luanda n'a peut-être pas encore commencé à retirer les avantages financiers du déploiement des FAA en RDC.

5. CONSEQUENCES DU COMPORTEMENT DE PREDATEUR

5.1. Modification des relations civilo-militaires

Beaucoup de militaires africains montrent une tendance à agir en seigneurs de la guerre et à avoir un comportement de prédateur dans le cadre national, accostant et terrorisant les civils en périodes de paix ou de conflit interne. Cette tendance est renforcée par le commercialisme militaire interne et externe, puisque le contrôle des ressources de valeur devient un objectif militaire légitime, comme cela s'est révélé le plus clairement en RDC. Un chef militaire fonctionne en général «sans interférer avec l'Etat nominal dans lequel il travaille»⁶², comme en témoignent, dans une certaine mesure, les soldats étrangers en RDC. Les entreprises commerciales établies par les armées déployées au Congo symbolisent cependant plus généralement la poursuite des objectifs économiques du souverain de l'Etat envahisseur. Cette différence entre la terreur et le pillage improvisé de ces seigneurs de la guerre et le commercialisme militaire est souvent obscure car les techniques structurées se chevauchent avec les techniques mal définies dans le but de s'enrichir financièrement, ce qui peut finalement définir la stratégie militaire. La fonction centrale de l'accumulation de richesses par la violence, propre aux politiques du Rwanda et de l'Ouganda –avec le rôle central que les plans entrepreneuriaux des alliés de Kinshasa jouent en sous-main dans leur déploiement –n'est pas un cas isolé, mais, au contraire, influence tous les niveaux de la stratégie militaire des nations en déploiement –à l'exception peut-être de l'Angola.

Les actions des officiers supérieurs, tels que Zvinavashe au Zimbabwe et Kazini en Ouganda, donnent l'exemple aux jeunes officiers et autres gradés. Des officiers moins gradés sont également influencés à cause de leur participation directe dans les entreprises privées telles que les mines de diamants et de coltan. Les soldats des nations déployées au Congo reçoivent eux aussi des indemnités de mission lucratives, ce qui rend le service transfrontalier économiquement rentable même pour les soldats moins

⁶² MACKINLAY, J., «War lords and peace plans», exposé présenté à la conférence *Building Stability in Africa*, Pretoria, du 22 au 24 novembre 1999. En outre, ces militaires nationaux, tout comme les partisans armés des chefs militaires, ne déplorent pas beaucoup de victimes, car ils préfèrent détourner leurs énergies pour assurer des bénéfices d'exploitation de ressources.

intrépides. Les soldats de classe inférieure qui n'auraient pas les capitaux nécessaires pour lancer eux-mêmes des plans entrepreneuriaux, sont intégrés dans des opérations de plus grande envergure qui sont gérées par les officiers qui partagent les bénéfices. Un schéma typique entre les commandants et les subordonnés pour le braconnage de l'éléphant à Bukavu et Goma, dans l'est du Congo, en est un exemple: grâce à ce système, les commandants vendent l'ivoire et les soldats, la viande⁶³. La chaîne de la hiérarchie militaire permet dès lors à un officier supérieur d'avoir des employés fidèles qui reçoivent alors une partie du butin, spécialement lorsque le travail demande beaucoup de main-d'oeuvre. Avec le temps, les activités commerciales peuvent devenir un comportement se renforçant par lui-même et l'opportunisme entrepreneurial deviendra alors un objectif militaire établi. La stratégie traditionnelle devient de moins en moins importante dans la mesure où l'accès aux récompenses financières devient une fonction clé du déploiement militaire. Il est inévitable que les soldats orientés vers le commerce s'abstiennent en définitive d'actions armées à haut risque. Cette tendance est encore renforcée par d'autres facteurs endémiques chez les militaires africains, tels que le peu de rémunération et le manque de professionnalisme.

Les conséquences les plus dangereuses du commercialisme militaire externe apparaissent indiscutablement lorsque la guerre est finie et que les soldats rentrent chez eux. Les gouvernements sont alors confrontés à des militaires mécontents des maigres salaires (la fin de l'allocation de service) et du peu d'occasions de travail au noir et de pillages. Maintenir les soldats dans les casernes ou les libérer du service peut avoir des conséquences négatives graves pour la sécurité du régime en place. Les seules solutions sont de continuer à s'engager dans les déploiements externes lucratifs ou d'incorporer encore plus les militaires dans les réseaux patrimoniaux; ces deux solutions servent de spirale à l'auto-destructrion car elles augmentent l'appétit financier des forces armées tout en vidant le trésor de l'Etat. La situation particulièrement complexe à laquelle est confronté le président Mugabe met bien ce dilemme en lumière. Mugabe doit lutter contre les vétérans de la guerre pour l'indépendance et, en même temps, contre la possibilité de rapatrier les soldats du déploiement au Congo. Harare a annoncé que beaucoup d'anciens soldats du mouvement d'indépendance devaient être intégrés dans les forces armées comme réservistes, et que les soldats retraités, qui soutiennent en grande partie la ZANU-PF au pouvoir, seraient rappelés pour le service militaire dans le but de consolider la fidélité des forces de défense face aux manifestations anti-Mugabe⁶⁴. L'incorporation patrimoniale a semblé être la seule réponse pour traiter avec les vétérans de la guerre

⁶³ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts...*, *op. cit.*, paragraphe 62.

⁶⁴«Anxious Mugabe sends SOS to retired soldiers», *The Star*, Afrique du Sud, le 5 novembre 2000; www.mdczimbabwe.com, le 20 mai 2001.

d'indépendance révoltés qui, n'ayant pas été récompensés financièrement, ont formé des bandes de hors-la-loi. La question qui se posera est de savoir comment Mugabe prévoit d'assurer les fonds nécessaires pour incorporer ces nouveaux soldats dans le budget national. Le rapatriement des troupes de RDC pourrait provoquer un autre afflux de soldats aux allégeances politiques variées, et qui pourraient soutenir l'opposition à la ZANU-PF. L'incorporation de ces troupes ne sera peut-être pas possible financièrement, ce qui obligerait Mugabe à adopter une des solutions suivantes: laisser de manière permanente un nombre considérable de soldats en RDC, ou s'embarquer dans d'autres engagements militaires externes.

5.2. Stratégie d'entrée et de sortie d'un conflit

Alors que les considérations de sécurité et les pactes régionaux de défense ont été cités comme justification pour la participation dans la guerre du Congo, les bénéfices financiers du déploiement ont changé les objectifs des Etats en plein déploiement. Le niveau de l'exploitation commerciale par les troupes d'envahissement et d'occupation met en lumière une tendance naissante qui menace de transformer la politique extérieure en une forme de comportement de dumping économique. Les considérations commerciales peuvent devenir prédominantes par rapport aux mandats militaires, brouillant ainsi la distinction entre les critères d'entrée dans un conflit et le gain financier. Les critères traditionnels de sortie, tels que le retour de la stabilité ou la réalisation d'un objectif stratégique de politique extérieure, deviennent également inutiles si l'armée d'occupation participe à une activité commerciale à capital important et à long terme. En outre, si les forces militaires s'auto-financent en grande partie, les contraintes financières du déploiement sont alors marginalisées.

Le Rwanda et l'Ouganda, ainsi que les alliés de Kinshasa, ont toujours proclamé leurs intentions de se retirer de la RDC, mais cette politique est basée sur un ensemble insaisissable de critères de sécurité. Les armées des envahisseurs refusent de se retirer tant que les insurgés qui menacent leurs propres régimes ne seront pas mis en échec –une tâche difficile étant donné l'étendue du territoire du Congo et le terrain difficile. Les alliés de Kinshasa ont été invités par un président non élu et refusent d'évacuer le Congo avant que les agresseurs ne le quittent. Les armées d'occupation et d'envahissement ont abandonné la solution militaire au conflit et ont accepté de se retirer des lignes de front, tout en restant dans les principaux centres commerciaux du Congo. Un tel repositionnement des armées étrangères peut effectivement permettre aux belligérants de renforcer leurs positions autour de leurs actifs financiers, comme c'est le cas pour l'APR qui s'est retirée de Pweto à Pepa en mars 2001. Cette pression sur les armées étrangères au Congo pour qu'elles se

retirent des lignes de front n'est donc peut-être pas le signe de la fin de l'occupation du Congo, même si cela ressemble à la fin de la guerre. Annoncer la fin des hostilités à grande échelle entre les armées externes, c'est confondre le commercialisme militaire en RDC avec la guerre traditionnelle. Le retrait des armées étrangères vers des régions distinctes du Congo ne soulagera pas la population du pays de la pression financière et humanitaire. Les armées étrangères qui ont beaucoup investi dans les entreprises d'extraction, et avec des baux commerciaux s'étalant sur plusieurs années encore, ne peuvent pas se retirer tout à fait, puisque le personnel militaire sera encore nécessaire, même si la majeure partie de l'armée est rapatriée. Ceci est particulièrement vrai pour les alliés de Kinshasa puisqu'ils ont des concessions minières «légitimes», qui nécessitent une présence de sécurité prolongée afin de protéger physiquement l'équipement et assurer le maintien de soldats à Kinshasa pour dissuader Joseph Kabila (ou qui que ce soit qui le remplace) de louer la concession aux plus offrants ou à une autre armée.

Les institutions internationales de prêt, telles le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, peuvent également jouer un rôle significatif dans la notion de déploiement auto-financé. La plupart des objections contre l'intervention du Zimbabwe en RDC provenaient des craintes que Mugabe ne vide les caisses du trésor public pour financer la ZDF. Les chiffres officiels donnaient un coût de 3 millions de dollars US par mois, mais les estimations officieuses ont émis un chiffre beaucoup plus élevé: *«C'était cette charge économique qui a conduit le Fonds monétaire International à retirer son prêt au Zimbabwe –en même temps que le manque de transparence du gouvernement sur les charges réelles de la guerre»* et alors que le Zimbabwe ne remboursait pas la Banque mondiale⁶⁵. Harare a riposté aux protestations internationales en reconnaissant publiquement l'activité commerciale pour compenser les dépenses financières liées au déploiement de la ZDF et a annoncé par la suite la création d'Osleg. Les organisations internationales de prêt peuvent également créer un environnement favorable au pillage étranger grâce au déploiement militaire en récompensant les pays qui équilibrent leur balance des paiements en partie grâce aux exportations accrues de produits de base. L'Ouganda, par exemple, a été bien récompensé avec une remise de dette au début de l'année 2000 et une aide accrue de la Banque mondiale en 2001. Il a pu répondre aux exigences des créanciers en partie grâce aux (ré-)exportations de ressources pillées dans l'est du Congo: celles en or atteignant 100 millions de dollars

⁶⁵ CARVER, R., «Zimbabwe: A Strategy of tension», document *Writenet* N°04/2000, UNHCR Centre for Documentation and Research, juillet 2000.

US⁶⁶ en dépit d'une production nationale relativement limitée. L'accroissement des finances passant par le trésor national permet également d'augmenter des budgets militaires, qui peuvent encore rester inférieurs à un certain pourcentage du produit national brut.

5.3. L'Etat faible en tant que prédateur

Nous pouvons également utiliser un angle opposé pour l'analyse et pour la compréhension du commercialisme militaire. Laurent Kabila a offert des incitations financières irrésistibles à ceux qui le soutiendraient militairement. Kabila, qui n'avait pas d'armée efficace, a plutôt compté sur les militaires de ses alliés pour préserver son régime, distribuant des garanties financières à cet effet. Si l'invasion «rebelle» initiale avait réussi à renverser Kabila, les millions de dollars des contrats impayés de ZDI de la première guerre ainsi que l'argent investi «[...] dans des partenariats avec le régime Kabila»⁶⁷ n'auraient pas été récupérés. Le Zimbabwe a encore investi grâce à des sociétés telles qu'Osleg, ce qui signifie que le retrait militaire sans contrepoids approprié à Kinshasa pourrait aboutir à la catastrophe financière – peut-être mal comprise par Kabila comme synonyme de l'assurance de sa propre sécurité. Lier la survie de son régime aux fortunes financières de ses alliés a également permis à Kabila de commercialiser les ressources naturelles de son pays et de piller sa propre économie. Un certain nombre de troupes étrangères dans les provinces du Kasai et du Katanga, ainsi que l'investissement du Zimbabwe dans l'extraction des ressources, ont aidé à générer de l'argent liquide pour les organismes parastataux congolais et à assurer que les bénéfices soient acheminés vers Kinshasa et non vers des gouvernements provinciaux éventuellement autonomes. Les accords d'entreprise conjointe entre la COMIEX et les sociétés gérées par les alliés de Kabila ont également généré des recettes directement pour ses clients et amis. Cette situation est la reproduction fidèle de l'utilisation de l'*Exécutif Outcomes* par trois régimes sierra-léonais successifs (Strasser, Bio et Kabbah) pour contrecarrer militairement les rebelles et les rivaux potentiels de la même façon, tout en fournissant des finances permettant la remise en état des mines de diamants et la répartition des bénéfices par le souverain – une situation qui démontre le commercialisme militarisé.

Les relations financières mutuellement salutaires entre des armées externes et un souverain n'ont pas abouti à la sécurité personnelle de Laurent Kabila, qui a été assassiné en janvier 2001. Les armées étrangères ont profité

⁶⁶Gunnar WILLUM, G., WILLUM, B., «World Bank Awards Illegal Financing of Army: Uganda Encouraged to Pillage Congo», publié dans *Aktueli* (Danemark), le 17 juin 2000, sur www.willum.com, le 25 mai 2001.

⁶⁷*Congo's wealth Lures Africa's power players, op. cit.*

de l'association avec la souveraineté de la nation congolaise que représentait Kabila. L'Angola et le Zimbabwe n'étaient pas liés à la «loi» personnelle de Kabila, mais ils ont plutôt compté sur leur puissance de levier sur une entité souveraine malléable qui leur a fourni légitimité et réseaux para-légaux. La véritable histoire qui se cache derrière le décès de Kabila et la succession de son fils, Joseph, comme président reste obscure, avec l'Angola et le Zimbabwe qui se battent pour une représentation par procuration dans le nouveau gouvernement.

5.4. Un créneau futur pour le commercialisme militaire extérieur

Une continuation théorique existe entre les activités militaro-commerciales des «alliés» et des adversaires de Kinshasa. L'autofinancement du déploiement (Zimbabwe, Namibie) grâce au commercialisme militaire organisé par l'Etat devient synonyme, ou au moins symbole de pillage éhonté semblable à celui mené par le Rwanda et l'Ouganda. La seule différence entre ces deux types de mainmise pure et simple sur les ressources, facilitée par le déploiement militaire, est la question de la souveraineté –une construction politique valable qui n'avait pratiquement aucun sens dans la RDC de Laurent Kabila. Kabila-père représentait la souveraineté de la nation par défaut, et ses décrets présidentiels représentaient rarement la volonté de la population congolaise, étant donné qu'ils étaient généralement mis en oeuvre par consultation avec ses proches seulement. Ceci n'était cependant pas la position adoptée par les Nations unies. Le rapport des Nations unies sur les pillages des ressources en RDC définit *l'illégalité* en termes de violations du droit international, des pratiques commerciales immorales telles que la fixation des prix, les monopoles forcés, la violation des règlements existants et de la souveraineté⁶⁸. Le groupe d'enquêteurs des Nations unies n'a pas essayé de remettre en cause des notions préexistantes de la souveraineté, et a défini la violation de celle-ci en termes d'acquisition de ressources telles que l'extraction, la production, la commercialisation et les exportations menées «*sans le consentement du gouvernement légitime [...] Seules les forces non invitées et leurs ressortissants exercent des activités illégales en République démocratique du Congo*»⁶⁹. Cette interprétation est correcte techniquement et rejette à juste titre la faute sur les armées des envahisseurs de la guerre du Congo. Néanmoins, éviter d'étendre la définition des violations de la souveraineté ne reconnaît pas le fait que Kabila-père pillait les ressources minières de son propre pays –une notion à laquelle on n'a à peine fait allusion par une condamnation du monopole du diamant dirigé par Israël à Kinshasa.

⁶⁸ UNITED NATIONS, *Report of the Panel of Experts...*, *op. cit.*, paragraphe 15.

⁶⁹ *Ibidem*.

Cela pourrait alors constituer un précédent pour le commercialisme militaire justifié pour la défense des souverains faibles, qui ne peuvent guère gérer qu'un peu plus le montant des capitaux officiels de la nation octroyés par les pouvoirs coloniaux européens. La nature limitée ou inexistante des institutions démocratiques dans les pays impliqués dans la guerre au Congo s'enchevêtre ainsi avec cette définition infaillible de la souveraineté puisque les voisins du Congo servent leur propre élite, stratégiquement une minorité, avec un patrimonialisme n'atteignant pas la majorité laissée à l'écart.

6. CONCLUSION

Le cas du commercialisme militaire en RDC, tout comme des cas similaires en Sierra Leone et en Angola, ne signifie pas que les activités mercantiles rendues possibles par le déploiement externe soient une tendance universelle. En effet, les voisins de la RDC ont beaucoup d'objectifs de politique extérieure à côté de l'opportunisme commercial pur. Le profit n'est sans doute pas le motif principal qui conduit un gouvernement à poursuivre une politique extérieure prédatrice, mais l'aspect saillant de celle-ci a clairement augmenté. Une fois que les troupes ont été déployées, les bénéfices du déploiement peuvent en modifier la nature et l'ampleur. La nature manifeste du pillage décrit dans cet article montre que les activités mercantiles des armées d'invasion et d'occupation ont fini par influencer tous les niveaux de la stratégie militaire. La superposition des considérations politiques internes et des considérations économiques des régimes qui se déploient militairement montre également que l'affaiblissement des réseaux patrimoniaux peut donner l'impulsion pour l'acquisition par la violence des ressources dans les pays voisins. Si les sources de revenu des rentes diminuent et que le coût pour maintenir le système patrimonial exige davantage de ressources que celles qui peuvent être mobilisées à l'intérieur, alors le commercialisme militaire à l'extérieur peut être une source de revenu. On peut donc s'attendre à ce que l'activité financière extérieure nouvelle, rendue possible grâce au déploiement de troupes, soit l'un des nombreux moyens que les souverains des Etats plus puissants d'Afrique utilisent pour assurer la survie de leurs régimes, particulièrement en tenant compte de la richesse minière des Etats affaiblis.

La commercialisation du déploiement militaire en RDC n'est pas un phénomène tout à fait isolé. Les questions intérieures du paiement du soutien financier des clients du régime sont souvent le mobile du commercialisme militaire; et ce commercialisme est également lié, en théorie, à des activités mercantiles institutionnalisées menées par des militaires nationaux ailleurs dans le monde. L'aspect le plus saillant d'un paradigme corporatiste qui définit les structures militaires des superpuissances mondiales montre que la

notion de l'activité militaire comme «plus que juste un travail» n'est sans doute plus une description appropriée. Cependant, l'engagement de l'Angola, de la Namibie, du Zimbabwe, du Rwanda et de l'Ouganda en RDC démontre une nouvelle tendance de l'activité mercantile externe qui lie le déploiement de troupes à des projets commerciaux, projets qui influencent finalement tous les niveaux de prise de décision stratégique. Historiquement, ceci n'est pas un nouveau concept, puisque le pillage et l'autofinancement manifestes des campagnes militaires sont un aspect courant à travers les siècles d'histoire militaire et de politique extérieure. Mais, depuis les réformes militaires prussiennes du dix-huitième siècle, on assiste à un professionnalisme plus grand des militaires, et ceci souligne le rôle des soldats dans une institution définie par la gestion de la violence. La pensée occidentale a promu l'armée au rang d'organisation professionnelle sous le contrôle civil des institutions démocratiques. Le commercialisme militaire en RDC, vu sous cet angle, représente un retour à la doctrine militaire antérieure où le pouvoir civil était également impliqué dans le pillage de l'Etat, comme c'était le cas pour la tenure des terres en Europe féodale.

Le commercialisme militaire peut revêtir des formes plus sinistres d'acquisition de ressources que celles vues pendant le féodalisme européen, comme le prouve l'énorme catastrophe sur le plan des droits de l'homme en RDC, où des millions de civils sont morts suite à la guerre. Les armées qui ont envahi la RDC ont toujours nié les accusations de mauvais traitements des civils, ou d'avoir attisé les différends ethniques; et les alliés militaires de Kinshasa citent la protection d'un Etat et d'une population civile sans défense. Il est certain que c'est dans l'est du Congo qu'a eu lieu le plus grave déni des droits de l'homme depuis le génocide de 1994 au Rwanda, mais les implications négatives théoriques d'une symbiose entre le déploiement de troupes et les activités mercantiles concernent tant les ennemis que les alliés de Kinshasa. Une sorte de commercialisme militaire prédominait dans les relations entre l'Etat et le paysan en Iran du onzième au dix-neuvième siècle (actuellement Tadjikistan, Arménie et ouest de l'Afghanistan). Un système *d'iqta'* (référence aux «fiefs» d'abord militaires et plus récemment administratifs) était utilisé, grâce auquel les chefs militaires «*bénéficiaient de l'excédent rural des villages ou des provinces en échange de leurs services et pour maintenir leurs armées*»⁷⁰. Ce système différait du féodalisme européen par le *muqta'* (le détenteur de fief): celui-ci avait tendance à surexploiter la paysannerie pour maximiser l'extraction endéans une période limitée de temps

⁷⁰Communication du Dr Kurt Greussing, et référence à LAMBTON, A.K.S., *Landlord and Peasant in Persia: A Study of Land Tenure and Administration*, Londres, 1953; et «The Evolution of the 'Iqta' in Medieval Iran», *Journal of the British Institute of Persian Studies*, Vol.V, pp.41-50.

à cause de l'incertitude de la tenure⁷¹. Il est possible de faire des parallèles entre ce système et les exemples du commercialisme militaire en RDC, ce qui démontrerait que les armées étrangères surexploiteraient les ressources minières locales, mais qu'elles traiteraient également la population civile comme une source de revenu. L'incertitude du maintien des armées d'occupation en RDC pourrait donc aggraver le pillage des ressources humaines et minérales, puisque les troupes étrangères, et les souverains des nations qui se déploient, cherchent à maximiser des bénéfices avant leur prochain retrait militaire.

Anvers, juillet 2001

⁷¹ *Ibidem.*

